



*Sommaire :*

Référendum de la Poste : une avancée vers la démocratie directe p.1

La masse des promesses non tenues du candidat Sarkozy p. 3

La lutte des locataires de la Viscose p.3

Une manifestation féministe p. 6

Pour une éducation alternative p.6

Délégation des Alternatifs en Palestine p.7

Boycott des produits israéliens p.9

Lettre ouverte au CRIF p.10

Algérie : comment dépasser cette désespérance sociale et politique ? p.11

Calendrier p.16

**Journal à prix libre**

Le prix libre, c'est : « **Tu paies ce que tu peux, ce que tu veux !** »  
L'objectif est de permettre l'accès à tou-te-s à l'information avec un système où chacun participe selon ses moyens, les plus aisé-e-s donnant plus pour que les plus défavorisé-e-s puissent donner moins. Le prix libre c'est le début de la solidarité et de l'autogestion en pratique.

**Nous comptons sur votre soutien pour le développement de la presse alternative.**

## Référendum de la Poste : une avancée vers la démocratie directe

### Le succès du référendum

Le 3 octobre 2009 a eu lieu dans la France entière un référendum sur la question de la privatisation de la Poste. Compte tenu du fait que l'État a combattu cette consultation démocratique, la participation a été relativement bonne. En effet, au niveau national, 2,4 millions de citoyens se sont prononcés sur cette question. Parmi les suffrages exprimés, le maintien dans le service d'État l'a emporté à plus de 90%.

Dans l'Isère, le scrutin a eu lieu dans 145 communes (sur 533), la participation a été de 54 000 votants et le maintien dans le service d'État l'a emporté à raison de 98,1%. Par endroits, l'organisation du scrutin a été le fait des seuls militants, dans d'autres ceux-ci ont reçu une aide des municipalités qui ont mis à disposition des organisateurs des locaux municipaux, les listes électorales. Certaines sont allées jusqu'à imprimer des bulletins de vote distribués dans les boîtes à lettre et organiser elles-mêmes le vote. Certains Conseils municipaux ont voté une délibération sur l'organisation de ce référendum sur leur commune. Ce qui a valu à certains maires de ces Conseils d'être assignés devant le Tribunal Administratif de Grenoble. Mais à l'audience, la préfecture a été désavouée par les juges et ainsi les maires poursuivis ont pu organiser leur consultation. Si les mairies PC ont bien aidé la consultation, les mairies socialistes et quelques mairies de droite de communes rurales l'ont également aidée.

En réponse à ces bons résultats, le gouvernement veut nous faire croire que le changement de statut de la Poste n'est pas une prémisses à la privatisation. Or, nous savons ce qu'il en fut pour France-Télécom, dont la privatisation a été initiée par les socialistes. On en voit les conséquences notamment en ce qui concerne les conditions de travail (voir Gauche alternative d'octobre 2009). En outre, des responsables UMP ont prétendu que ce référendum avait été falsifié. Pourquoi ne demandent-ils pas alors à leur cher gouvernement de l'organiser ? C'est d'ailleurs l'objectif des manifestations organisées le 28 novembre.

### La nationalisation n'est pas l'autogestion

Si les Français ont montré qu'ils sont attachés au service public de la Poste, cela ne signifie pas qu'il faille laisser faire l'État dans la gestion

de cette institution. Ces dernières années, pour préparer la privatisation, l'État a fait faire à la Poste des bénéfices.



Ce qui se fit au détriment de ses services et de son personnel. Par exemple, en Isère, depuis 2002, 1 700 bureaux sur 6 100 ont été transformés, soit en « agences postales communales », soit en « Relais Poste Commerçant ». Les usagers peuvent aussi se plaindre des queues qu'ils doivent subir dans les bureaux de Poste. En outre, les tarifs pour la presse ont, ces dernières années, explosé. Au niveau des personnels, la précarité s'est installée : CDD, emplois à temps partiels imposés.

Certes, le service public est plus démocratique quand il est nationalisé que lorsqu'il est privatisé, car on peut dans ce cas faire pression sur nos élus. Cependant, la nationalisation n'est pas le stade suprême de la démocratie. L'instauration de comités de gestion de la Poste où seraient représentés les usagers et les salariés serait un pas vers l'autogestion.

### **Vers la démocratie directe ?**

La démarche que nous, salariés et usagers de la Poste, avons eue est une première qui peut faire école. En effet, voter tous les 5 ans pour

élire nos responsables politiques nationaux est loin d'être le summum de la démocratie. Nous savons trop bien que les candidats « oubliés » vite leurs promesses une fois élus. Le candidat Mitterrand avait déjà promis le référendum d'initiative populaire en 1981. Le candidat Chirac avait promis en 1995 de lutter contre la fracture sociale. Au niveau local, le maire de Grenoble avait promis en 2008 de ne pas augmenter les impôts. Mais en ce qui concerne les promesses non tenues, le candidat Sarkozy bat tous les records : voir l'article ci-dessous.

Même si un élu tenait ses promesses, l'électeur a pu voter pour lui parce qu'il était d'accord sur la plupart de ses propositions sans l'être sur toutes. Or la démocratie représentative est une démocratie à vote bloqué. Le référendum d'initiative populaire doit débloquent ce vote, doit éviter les chèques en blanc, il doit redonner du pouvoir aux citoyens. Le référendum d'initiative populaire est un pas vers la démocratie directe. De plus, comme ce fut le cas pour le référendum sur le Traité Constitutionnel Européen

de 2005, il est l'occasion de débats qui entretiennent la démocratie.

Sur ce point, un pays comme la Suisse est bien plus avancé que la France. Par exemple, c'est par un tel référendum, qu'elle a en 2005 adopté un moratoire de 5 ans pour la culture des OGM. En revanche, le gouvernement français a, par le biais du Tribunal administratif compétent, interdit l'organisation, en 2005, par le Conseil général du Gers d'un référendum sur l'interdiction de la culture d'OGM dans ce département.

Les maires socialiste ou communistes de l'agglomération grenobloise qui ont soutenu le référendum au sujet de la Poste devraient, s'ils étaient cohérents, en organiser sur des sujets locaux tels que le projet de la Rocade nord.

*Jean-François Le Dizès*

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

*La privatisation de la Poste : vers un référendum ? - N° 121 - Décembre 2008*

*Vœu pour l'amélioration du service public postal - N° 121 - Décembre 2008*

*Votation citoyenne 2006 à Grenoble - N° 111 - Décembre 2006*

# La masse des promesses non tenues du candidat Sarkozy

Toutes les citations écrites ci-dessous sont tirées de la profession de foi de Nicolas Sarkozy lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007

« Je souhaite que nous atteignions le plein-emploi en moins de cinq ans. C'est possible. Chacun pourra avoir un travail stable » « Nous créerons la sécurité sociale professionnelle, qui vous permettra, en cas de chômage, de conserver un contrat de travail, la quasi-totalité de votre rémunération, et de retrouver rapidement un emploi. »

Quand on voit à quelle vitesse le chômage progresse aujourd'hui !

« Je demanderai aux entreprises de faire un effort sur les salaires. »

Sarkozy n'a aucunement augmenté le pouvoir d'achat des smicards.

« Je garantirai l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes. » En attendant, les salaires des femmes sont toujours de 27% inférieurs à ceux des hommes<sup>1</sup>.

« Je m'appuierai fortement sur le dialogue social. » Sarkozy n'est-il pas plus à l'écoute du patronat que des salariés, par exemple en ce qui concerne les réformes fiscales : paquet fiscal, TVA dans la restauration, taxe professionnelle ?

« Je soutiendrai notre agriculture. » Quand on voit dans quelle misère se trouvent les producteurs de lait !

« Je revaloriserai les petites retraites. » « Je préserverai le pouvoir d'achat des retraités. » Les retraités

n'ont vu leur pouvoir d'achat que baisser.

« Je renforcerai la présence des services publics dans les quartiers et en milieu rural. » On peut voir ce qu'il en est pour la Poste et pour les hôpitaux !

« Je ferai en sorte que vous puissiez tous être propriétaires de votre logement. » On est loin du compte !

« Je n'accepte plus un tel niveau d'échec scolaire dans notre pays. »

Quand on voit la dégradation des conditions de travail dans les établissements scolaires !

« Je n'accepte plus la situation faite à nos enseignants, professeurs, chercheurs. » Qu'en pensent les étudiants, les enseignants et les chercheurs qui se sont tant battus contre la loi LRU ?

« Je veux que la justice soit indépendante. » Est-ce pour cette raison qu'il veut supprimer le juge d'instruction ?

« Je veux mettre fin aux discriminations selon l'origine sociale ou la couleur de la peau ». Sans commentaire !

« Je réduirai la dette et le déficit... Les générations futures ne peuvent pas accepter que les générations actuelles vivent à crédit. »

Constatons que la dette de l'État a explosé depuis que Nicolas Sarkozy est président de la République.

Alors qu'elle représentait 62% du PIB en 2006<sup>2</sup>, il est prévu qu'elle atteigne 84% en 2010<sup>1</sup>. Dans le budget de 2010, les recettes ne représentent en effet que 58% des dépenses<sup>1</sup> !

« J'agirai pour que l'Europe nous protège dans la mondialisation grâce à des politiques concrètes, en particulier contre les délocalisations. » Quand on voit ce qui s'est passé, par exemple, à Gandrange ou à Continent !

« Je réhabiliterai le principe de préférence communautaire. »

Qu'a-t-il fait ?

« J'ai proposé à nos partenaires de sortir de la crise européenne par un traité simplifié, limité aux questions institutionnelles... » Le traité de Lisbonne n'a aucunement été simplifié par rapport au précédent mais au contraire énormément alourdi.

Jean-François Le Dizès

Sources chiffrées

<sup>1</sup> Dauphiné libéré

<sup>2</sup> Wikipédia

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Sarkozy : comment finira la chute ? - N° 119 – Mai 2008

Le jeu dangereux de Sarkozy avec les banlieues - N° 111 – Décembre 2006

## La lutte des locataires de la Viscose

Quartier d'Echirolles datant des années 1920, la Viscose est un quartier avec une identité forte fondée autour de son histoire ouvrière. Ce quartier d'environ 400 logements et de 14 hectares, racheté en 1982 par l'OPAC 38, connaît des problèmes d'habitat récurrents (éclairage extérieurs, chauffage, isolation, ...). Depuis 2002, une association de locataires adhérente à la CNL (Confédération Nationale du Logement) agit pour que les habitants deviennent acteurs de changement dans leur quartier et pour recréer des liens de solidarité. Les habitants se sont

fortement mobilisés depuis plusieurs mois contre les importantes augmentations des charges de chauffage. L'association et la CNL ont organisé un blocage des charges et entamé une longue et difficile négociation avec l'OPAC 38, la Ville d'Echirolles et la Compagnie de Chauffage pour demander des remboursements. Négociations en passe d'aboutir aujourd'hui avec la signature d'une convention entre l'association, la CNL, l'OPAC 38, la Ville d'Echirolles et la Compagnie de Chauffage. Cette convention suspend d'importants remboursements et l'engagement de l'OPAC 38 de réaliser des travaux d'isolation.

Pour nous en parler en détail, « Gauche Alternative » donne la parole à Émilie Oddos, salariée militante de la CNL.



### **Gauche alternative - Quelle est la cause de la grève des charges ?**

Émilie – La Viscose a été récemment équipée en chauffage urbain. Ce projet a été motivé par la volonté de mettre en place un mode de chauffage confortable, économique et solidaire. Il a fait l'objet d'un accord, entre le bailleur et les locataires, qui prévoyait une augmentation de 10% des loyers. Avant, les appartements étaient équipés par un système de chauffage électrique individuel très énergivore amenant les locataires à installer d'autres modes de chauffage : fuel, bois.

L'arrivée du chauffage urbain a été accompagnée d'un nouveau mode de calcul des charges : provisions de charges mensuelles, régularisations de charges annuelles. L'augmentation des quittances de loyer + charges a provoqué une mobilisation dans le quartier auprès de l'Association des habitants de la Viscose. Beaucoup de personnes sont venues nous voir pour nous

dire qu'elles ne comprenaient plus rien à leur quittance et aux augmentations successives.

Ensuite, arriva en juin 2009, la régularisation des charges 2008 d'un montant exorbitant pouvant aller jusqu'à 700€. La mobilisation s'est alors durcie car les locataires ne comprenaient pas, mais surtout, ne pouvaient pas payer. En effet, on leur avait annoncé un chauffage urbain plus économique, plus solidaire et là, ils se retrouvaient dans une situation où les charges explosaient. Les habitants ont alors refusé de payer leurs charges. L'association accompagnée par la CNL a alors demandé un moratoire tant qu'ils n'auraient pas compris le « pourquoi du comment » de cette augmentation.

### **Comment le mouvement s'est-il organisé ?**

Il s'est organisé autour de l'association de locataires avec son bureau comprenant une dizaine de personnes extrêmement actives, notam-

ment son Président Ahmed Zitouni. Ils ont été le noyau dur du mouvement sans lequel rien n'aurait été possible. La CNL, en tant que fédération, a accompagné le mouvement. Différents temps de débats, relayés par la presse, se sont tenus sur le quartier mobilisant largement les habitants. Nous avons interpellé l'OPAC, la Compagnie de Chauffage, la Ville d'Echirolles à de nombreuses reprises.

### **Quelle était l'ambiance dans les réunions de locataires ?**

D'un côté, il y avait une sensation agréable de solidarité, d'entraide, les gens se « serraient les coudes ». D'un autre côté, l'atmosphère était tendue. En effet, les personnes concernées sont dans des situations financières extrêmement difficiles. Dans les négociations, le problème n'était pas de savoir « comment on va payer » mais « on ne peut pas payer ».

**Est-ce que les gens n'ont pas le sentiment d'avoir été floués, vu**

## **qu'avec la Compagnie de Chauffage on leur avait promis des avantages et qu'ils n'ont en fait que des inconvénients ?**

Ils n'ont pas que des inconvénients : un confort, oui, mais à quel prix ? Les montants qu'on leur avait annoncés au départ n'ont pas été respectés. Dans une situation économique extrêmement tendue, avec des licenciements d'habitants de la Viscose salariés de Caterpillar, le confort n'est plus primordial. Ce qui prime, c'est de manger.

## **Quelle fut la réaction de la Compagnie de chauffage ?**

Au départ, nous avons interpellé l'OPAC et les élus, responsables de la mission de service public qui est déléguée à la Compagnie de Chauffage. Voyant que tout le monde avait tendance à « se renvoyer la balle », nous avons tenu à ce que la Compagnie de Chauffage participe à la négociation.

## **Quelle fut alors sa réaction ?**

N'ayant pas l'habitude de travailler en direct avec les usagers, elle s'est sentie interpellée, bousculée, atteinte dans son image. Mais, progressivement, grâce à ce mouvement, ses représentants ont annoncé qu'ils souhaitaient que les temps de dialogue, avec les usagers et les associations représentatives des usagers, soient plus réguliers. Il faut que ces derniers aient accès aux informations et qu'ils disposent de moyens de contrôle plus importants, d'une part sur les modes et les choix de gestion de la Compagnie de Chauffage et d'autre part, une plus grande maîtrise de leur chauffage qui doit passer par une gestion de proximité partagée.

## **La Compagnie de chauffage est-elle un service public ou un service privé ?**

La Compagnie de Chauffage est une SEM\* des actionnaires publics, ici majoritaires, et privés. Elle est déléguataire d'une mission de service public, la vente et la distribution de la chaleur via le réseau du chauffage urbain.

## **Quelle fut la réaction de l'OPAC au mouvement de la Viscose ?**

L'OPAC a été extrêmement surprise. Au vu de l'importance de la

mobilisation et du relais médiatique, le moratoire a été accepté.

## **Quelle fut l'attitude des municipalités d'Echirolles et des autres communes auxquelles la CNL a écrit ?**

Il y a des communes qui sont à la fois actionnaires et déléguataires du service public à la Compagnie de Chauffage et d'autres qui sont seulement déléguataires. Elles sont garantes du bon respect des principes liés au principe de service public et du contrôle du déléguataire. Nous avons beaucoup interpellé la Ville de Grenoble, qui est la principale actionnaire à raison de 52%. On a également rencontré beaucoup d'élus pour les alerter et leur demander de se saisir de ce dossier. Nous ne pouvions pas accepter que la Compagnie de Chauffage, dans ce contexte de crises majeures, économique, sociale et environnementale n'ait pas agi afin de limiter les répercussions sur les usagers de ces augmentations. D'autant que nous apprenons au même moment que cet organisme semi-public enregistre un résultat net de plus de 3,5 millions d'euros et décide de rétribuer ses actionnaires à hauteur de 900 000€ ! Nous avons été soutenus par certaines municipalités déléguataires comme la Ville d'Echirolles ou de Pont-de-Claix.

Très interpellée par les habitants de la Viscose, la ville d'Echirolles a annoncé son soutien au mouvement et a décidé par la suite d'être impliquée dans la négociation. Actionnaire à raison de 1% de la Compagnie de chauffage, la Ville a décidé par solidarité et soutien aux habitants de réinjecter ses dividendes soit 9 000€ dans le remboursement de la surconsommation de chauffage à la Viscose.

## **Qu'est-ce qu'ont obtenu jusqu'à présent les grévistes ?**

La charge de chauffage urbain pour 2008 réclamée aux locataires s'élevait à 126 000€ dont 76 000€ de surconsommation. La négociation portait sur ces 76 000€ et les locataires ont obtenu un remboursement global de 52 000€. Sans rentrer dans les détails, le remboursement comprend une contribution de 28 000€

pour l'OPAC, 16 000 € pour la Compagnie de chauffage et 9 000€ pour la Ville d'Echirolles.

## **Comme un des problèmes est la consommation d'énergie, y a-t-il eu une avancée au niveau de l'isolement thermique ?**

On s'est rendu compte que le prix du chauffage au m<sup>2</sup> à la Viscose était extrêmement élevé, cela notamment à cause d'un manque d'isolation thermique, notamment au niveau des combles. L'association a donc demandé que des travaux d'isolation soient réalisés rapidement, afin *dixit* Ahmed Zitouni « d'arrêter de chauffer les oiseaux ». La CNL tient fermement à ce que cet engagement fasse partie de l'accord à venir.

## **Le mouvement revendicatif continue-t-il ?**

C'est un quartier qui est mobilisé. Tout n'est pas fini. Il y a d'autres combats à venir. Sur le chauffage, nous attendons les premiers remboursements et les travaux d'isolation. Il va falloir ensuite travailler collectivement - bailleur, prestataires, habitants - à l'amélioration de la gestion de proximité des chaudières, et aux bons gestes à adopter pour réduire les consommations.

Autre chantier prioritaire : le problème de l'éclairage extérieur qui est complètement vétuste. Il y a une demande de rétrocession d'une partie des 14 ha d'espaces extérieurs de la Viscose à la Ville pour que ces espaces deviennent des véritables espaces publics. La mobilisation continue donc. Je laisse la conclusion à Ahmed Zitouni : « Quand les gens se regroupent, que la solidarité se met en route, tout devient possible ».

---

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

La crise à travers le logement - N°122 - Février 2009

La crise du logement et les squats - N° 121 - Décembre 2008

La Bonne Heure : un habitat autogéré - N°116 - Décembre 2007

---

\* Société d'Economie Mixte

# Une manifestation féministe

Elle a eu lieu à Grenoble le mercredi 25 novembre, de nuit.

Nous étions nombreuses, dans une ambiance conviviale et joyeuse.

Une belle occasion, en cette journée contre la violence, de rappeler le droit au respect des femmes, beaucoup d'entre nous ayant subi cette humiliation issue du machisme et du tout puissant patriarcat. C'est l'occasion de rappeler aussi le droit à la différence sexes, genres, couleurs, âges... Un droit fondamental, un combat fondamental pour nous, les Alternatifs. Car comment évoluer si une partie de la population méprise une autre ?

Comment évoluer si on se laisse dominer par des discriminations de tout ordre, petites et basses. Celles-ci vont enfin de compte laisser le champ politique ouvert à la domination en se servant de la peur engendrée par l'exacerbation de toutes les différences dont celle des genres, mais aussi des âges, de la richesse, de l'origine, des travailleurs et des chômeurs.

Avant cette manifestation, on s'est retrouvé à 18h par une écoute radio d'interview de femmes dans la rue sur les réactions face à la violence. Mais aussi par un repas à prix libre,

végétarien et africain, délicieux et convivial.

Bravo les filles, courageuses, militantes, pacifistes et joyeuses. On recommence bientôt ?

*Brigitte Pinède*

---

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

Le planning familial en danger ! - N°122 – Février 2009

Mariages mixtes : Quelles difficultés administratives ? - N°122 – Février 2009

Le Féminisme réactualisé - N° 120 – Octobre 2008

## Pour une éducation alternative

### **L'éducation n'est pas à vendre**

Si les enseignants ont fait grève le 24 novembre en grève c'est notamment à cause de la dégradation des conditions de travail dont se sont fait souvent l'écho les lycéens et les parents d'élève. En effet, la suppression massive de postes a pour conséquence l'augmentation des effectifs des classes, ce qui va à l'encontre de l'individualisation de l'enseignement. Par exemple, depuis 2003, 45 000 postes ont été supprimés dans l'enseignement secondaire<sup>1</sup>. Pour 2010, le gouvernement prévoit encore 16 000 suppressions pour l'ensemble de l'Éducation Nationale. Ces suppressions ont, bien évidemment, des répercussions sur l'emploi des jeunes.

Alors que dans les quartiers populaires on a supprimé la quasi-totalité des ZEP, la suppression progressive de la carte scolaire transforme les établissements de ces zones en de véritables ghettos où l'enseignement est très difficile à assurer.

Dans les universités, les droits d'inscription augmentent et les étudiants ont de plus en plus de difficultés financières, les bourses

étant de plus en plus réduites. Aussi, 100 000 étudiants vivent au-dessous du seuil de pauvreté<sup>2</sup>.

En outre, la précarité s'installe chez le personnel enseignant, notamment par le biais des vacataires. Ce statut instauré dans le second degré par le ministre socialiste Allègre et maintenu par ses successeurs, consiste à enseigner dans l'année 200 heures maximum au prix de 34 € brut de l'heure, soit 68 000 € par an (566 € par mois !).

D'une manière générale, le pouvoir d'achat des fonctionnaires, donc des enseignants baisse régulièrement depuis plus de 20 ans. Ce qui n'empêche pas les inégalités d'augmenter quand 1% des fonctionnaires gagnent plus de 5 600 € par mois<sup>3</sup>.

Les dégradations des conditions de travail, de l'emploi et des salaires sont l'application des consignes de l'OCDE, reprises par le traité européen de Lisbonne. Il s'agit de dégrader le service public d'éducation afin de permettre aux établissements privés d'augmenter leurs effectifs et leur part de marché. L'éducation n'est ni à vendre, ni à brader.

Ces dégradations sont le résultat d'une politique budgétaire qui consiste à réduire, voire supprimer les impôts touchant les riches et les entreprises : instauration du bouclier fiscal, réduction des impôts sur les successions, sur les bénéfices des entreprises, suppression de la taxe professionnelle... Ces cadeaux augmentent considérablement le déficit budgétaire. Les recettes prévues pour 2010 ne couvrant que 58% des dépenses<sup>4</sup>, la dette de l'État s'accroît à grande vitesse : l'endettement cumulé prévu fin 2010 est de 84% du PIB annuel<sup>1</sup>. Pour rembourser cette dette il faut s'attendre dans l'avenir à de nouvelles coupes budgétaires.

### **Pour une éducation alternative !!**

Si une forte augmentation du budget de l'Éducation nationale est nécessaire pour réduire les effectifs par classe, pour augmenter le nombre de postes de titulaires, les salaires et les bourses, pour baisser les droits d'inscription, il faut aussi des réformes qualitatives.

En effet, l'éducation nationale, dans sa conception actuelle, ne répond

pas aux attentes et aux demandes des élèves, des professeurs et des parents d'élèves. Elle est élitiste et en dissonance par rapport à ses fondamentaux qui sont de développer l'esprit critique, la solidarité, la coopération, la formation du citoyen, la liberté d'un choix de vie et d'apprentissage. Ses objectifs se résument souvent actuellement à une transmission des savoirs (le prof parle, l'élève apprend) et à un conditionnement des apprenants en vue de former de futurs travailleurs dociles.

Nous, alternatifs, proposons une refonte totale du système éducatif, à travers des discussions et concertations avec les acteurs concernés : modification dans sa conception pédagogique mais aussi dans sa gestion. Élèves, parents d'élèves et personnels de services, sont aussi légitimes que les directeurs d'établissements : ils doivent donc, à pouvoir égal, participer à la gestion des établissements scolaires à travers l'autogestion. Elle est certes pratiquée quelquefois, mais à quels degrés ?

Dans de nombreux pays, une multitude de choix pédagogiques s'offrent à la fois aux établissements

scolaires et aux professeurs. On y trouve des écoles d'éducation nouvelle (appuyées sur les pédagogies Montessori, Freinet...) publiques et laïques, contrairement au système français, où elles sont pour la plupart associatives : ceci résultant d'une volonté des différents ministères de l'éducation qui se sont succédés.

Il faut aussi se donner les moyens d'avoir de vraies **universités populaires** gratuites et ouvertes à tous, qui permettent de se former et de s'émanciper tout au long de sa vie.

Les structures éducatives devraient s'adapter aux rythmes des individus. En ne le faisant pas, elles provoquent des décrochages et, bien souvent, une haine de l'apprentissage scolaire. Il faut permettre aux parents et aux professeurs de choisir le système éducatif le mieux adapté aux enfants. Il faut également développer davantage de structures adaptées aux jeunes déscolarisés ne se retrouvant pas dans le fonctionnement des institutions « classiques » d'éducation. Afin que les élèves décrocheurs ne tombent dans la délinquance, il faut créer un système scolaire de rattrapage pour les jeunes qui en grandissant regrettent

de n'avoir pas travaillé. Le CLEPT (Collège et Lycée Égalitaire Pour Tous) de Grenoble peut être un exemple à suivre.

**Pour l'autogestion des établissements scolaires et vers un mode d'éducation alternatif, il faut agir vite.**

**L'évolution de notre société passera par une évolution du système éducatif.**

*Fabien Givernaud et  
Jean-François Le Dizès*

*Sources chiffrées*

<sup>1</sup> FSU

<sup>2</sup> UNEF

<sup>3</sup> Observatoire des inégalités

<sup>4</sup> Dauphiné libéré

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

La révolte des parents d'une école de St-Égrève - N° 126 - Octobre 2009

L'école face à la main invisible du marché - N°124 - Mai 2009

Les conséquences du processus de Bologne - N°124 - Mai 2009

La mobilisation à l'université - N°123 - Mars 2009

## Délégation des Alternatifs en Palestine du 7 au 20 juillet (2<sup>e</sup> partie)

Afin d'apporter directement notre soutien aux luttes du peuple palestinien, une délégation de cinq alternatifs, dont Gilles Kuntz, s'est rendue en Palestine en juillet. Voici la seconde partie du récit de ce voyage.



### Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre Israël

Voici l'autocollant distribué en Palestine pour la campagne de boycott des produits israéliens. Nos amis palestiniens nous ont bien précisé l'importance pour eux de cette action à mener à l'extérieur. Malheureusement sur place, la grande majorité des produits en vente étant israéliens un autre choix n'est pas possible. Cette campagne qui aujourd'hui commence à mobiliser en France et ailleurs a été lancée il y a quatre ans depuis la Palestine le 9 juillet 2005. L'appel et des informations régulières sont disponibles (en anglais) sur le site [bdsmovement.net](http://bdsmovement.net). Nous avons évoqué avec nos amis palestiniens la meilleure façon de

mener cette campagne. Ils ne pensent pas pouvoir mettre l'économie israélienne en difficulté, mais plutôt mener une campagne politique de dénonciation dans tous les milieux. Le choix des produits à boycotter doit être simple comme cela était le cas avec les oranges Outspan d'Afrique du Sud, il y a près de 40 ans. Les oranges Jaffa, les avocats Carmel ou les kakis Sharon sont des exemples de produits facilement identifiables. Parallèlement, il faut dénoncer les accords commerciaux, industriels et universitaires. Déjà une victoire importante a été obtenue avec l'abandon du marché public du tramway de Jérusalem par Veolia et la gestion de l'ensemble du réseau de transport urbain après qu'une campagne active de boycott en Suède lui ait fait perdre l'appel d'offres pour le tram de Stockholm. Aujourd'hui, nous devons soutenir et développer de la même façon la campagne contre l'arrivée d'Agrexco à Sète. Cette campagne ne laisse pas les sionistes indifférents. Le maire de Seclin vient d'être condamné pour avoir appelé au boycott. D'autres n'hésitent pas une fois encore à qualifier d'antisémite une campagne qu'ils qualifient d'« antijuive ». Mais aujourd'hui la population n'est pas prête à les entendre après tous les massacres perpétrés à Gaza.

### Rencontre avec le PPP



Nous avons rencontré à Ramallah le Parti du Peuple Palestinien (ex Parti Communiste). La délégation de cinq membres comprenait le directeur de l'Union des Fermiers Palestiniens Issa El Shatleh qui parle français et a été invité récemment en France par l'AFPS. Nos hôtes ont tenu à souligner d'emblée l'importance de contacts internationaux et de telles rencontres. Le PPP entretient d'ailleurs des relations suivies avec le PCF et diverses associations françaises. Le travail du PPP pour améliorer la parité a été évoqué : le parti compte 25 % de femmes et s'implique fortement dans les luttes des femmes au niveau politique et syndical. Beaucoup de questions ont été abordées : leur refus du nouveau gouvernement palestinien prématuré avant que l'unité nationale ne soit réalisée, des discussions pour cela entre tous les partis et pas seulement entre le Hamas et le Fatah. l'arrêt de la colonisation et de la confiscation des maisons à Jérusalem en particulier, le mur intolérable qui sépare les hommes... Un point particulier à

noter : l'eau devenue rare et chère, car confisquée par Israël. De nombreux villages sont approvisionnés par camions-citernes au prix de 40 shekels le m<sup>3</sup> (environ 7,5 €). L'écologie n'était pas absente : la colonisation fait disparaître la biodiversité.

Au niveau politique, le PPP entretient des relations avec les partis et mouvements de gauche israéliens non sionistes comme le Parti Communiste et le Mouvement de la Paix. Le PPP combat les islamistes extrémistes qui n'ont pas leur place en Palestine. Au niveau international, le boycott doit être développé pour montrer au monde la réalité de la vie des Palestiniens. Le temps nous a manqué pour développer cet échange déjà fructueux.

### Rencontre avec Samia Bamieh



Pendant notre séjour, nous avons tenu à rencontrer des militants politiques ou associatifs libres de responsabilités dans un mouvement politique. C'est le cas de Samia Bamieh qui pendant 30 ans a suivi au plus près le Fatah faisant partie de l'équipe rapprochée d'Arafat au temps des accords de Washington en 1993. Elle a aussi été ministre de la Coopération internationale, du Plan et des Relations avec l'Europe. Elle a coupé avec l'action politique directe en 2006, mais consacre aujourd'hui son temps à l'Union Générale des Femmes Palestiniennes. Elle nous a décrit la situation politique interne en Palestine, qu'elle a qualifiée de difficile avec le coup du Hamas à Gaza, la séparation politique qui s'en est suivi, la vie de plus en plus dure avec le mur, les destructions et l'occupation. Elle est issue du Fatah, mais l'a boudé plusieurs fois. À son avis, aujourd'hui il n'y pas d'alternative, la gauche n'ayant pas su construire un mouvement populaire large en restant trop sectaire. Elle espère du changement au sein du Fatah lors du prochain congrès convoqué le 4 août. Le Fatah doit se démarquer de l'OLP avec laquelle il s'est trop longtemps confondu. Le Hamas dont elle souligne la filiation avec les Frères Musulmans vient de re-connaître l'OLP et son programme. Leur but n'est pas seulement d'intégrer l'OLP, mais de le diriger. Ils cherchent une reconnaissance internationale. Le Hamas est aussi partagé en courants : l'un est plus nationaliste, l'autre intégriste. Sur la question d'un ou deux états, Samia



Bamieh se déclare pragmatique : un seul état est une vue à long terme, à 100 ans ? Aujourd'hui, il faut continuer à exiger deux états, en mettant tout sur la table, Jérusalem, les colonies, la question essentielle de l'eau, les réfugiés... Interrogée sur la condition de la femme palestinienne, elle regrette de ne pas avoir pu séparer la religion et l'État dans la constitution. On doit maintenant mettre des conditions pour rendre la charia acceptable : âge du mariage de 18 ans minimum, mariage en présence d'un juge civil et de la future épouse, droit à l'héritage ou compensation financière pour la femme... Il faut créer un mouvement fort des femmes qui réclament leurs droits pour que la loi soit changée. Sur la planification des naissances, Samia Bamieh se bat pour le droit à la contraception sans accord du mari. La question n'est plus celle de la démographie, mais celle de la santé des femmes : les jeunes couples de Cisjordanie ont en moyenne trois enfants aujourd'hui et cela suffit à l'accroissement naturel de la population. Un échange riche qui s'est poursuivi sur bien d'autres sujets comme l'éducation, la non-violence, le repli sur soi qui s'oppose à la solidarité...

### Vivre sous occupation



Cette photo prise à la porte de Damas à l'entrée de la vieille ville de Jérusalem en secteur palestinien illustre le quotidien vécu par les Palestiniens que nous avons partagé : contrôles incessants de la police, mais aussi de soldats, vexations à chaque passage de checkpoint (or-

dres criés au haut-parleur, fermeture sans raison du passage pour une heure ou plus, parcage dans des tunnels métalliques comme des animaux...), incursions illégales de l'armée chaque nuit en Cisjordanie pour arrêter sans jugement (10 000 prisonniers palestiniens en Israël dont beaucoup en détention administrative arbitraire), survols d'hélicoptères et maintenant de drones... S'ajoutent à ces actions directes de l'armée, les mesures administratives d'expulsions et de destructions de maisons, la colonisation qui prive les Palestiniens d'eau et de terre, le mur ou barrière électrifiée qui fait plus de 700 km contre les 350 km de la ligne verte de 1967, montrant bien que le but poursuivi n'est pas la sécurité, mais bien l'extension de la colonisation. Nous avons d'ailleurs été étonnés de constater que les portiques pouvaient sonner aux checkpoints sans que cela ne déclenche une fouille; pareil à Jérusalem où les juifs traditionalistes refusent d'y passer. Si la sécurité était bien le premier objectif du mur, alors les contrôles devraient être sans faille. Face à cette occupation illégale, cette annexion des meilleures terres palestiniennes, ces détentions sans jugement ni droit à la défense, on ne peut plus renvoyer Palestiniens et Israéliens dos à dos comme le font la droite et la plupart des membres du PS. Il faut prendre le parti des victimes aujourd'hui pour faire pression sur les agresseurs.

*Blog de la délégation*

<http://alterspalestine2009.wordpress.com>

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

Délégation des Alternatifs en Palestine - N° 126 – Octobre 2009

Gaza, Palestine : une si grande barbarie, une si grande injustice - N°122 – Février 2009

1948-2008 : Palestine, 60 ans d'expulsion - N° 119 – Mai 2008

La journée de la terre : dans le cadre de la campagne Paix comme Palestine - N°118 – Avril – 2008

## Boycott des produits israéliens

Les Alternatifs sont signataires de la campagne BDS : Boycott-Désinvestissement-Sanctions menée au niveau international à la demande même des Palestiniens.

Le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens soutient l'appel à des sanctions contre Israël jusqu'à ce qu'il applique le droit international

et les principes universels des droits de l'Homme

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens s'est attaché depuis sa fondation à organiser les mobilisations unitaires pour le respect du droit international et en solidarité avec le peuple palestinien, relayant en France les voix des acteurs engagés pour la paix et la justice.

Notre collectif s'est ainsi engagé dans la campagne palestinienne contre le Mur d'annexion israélien et pour la suspension des accords d'association Union Européenne/Israël.

Quatre ans après l'avis de la Cour Internationale de Justice qui proclame l'illégalité du Mur et de la colonisation, force est de constater que nos gouvernements n'ont pas

pris les mesures nécessaires pour contraindre l'Etat d'Israël à se plier au droit international. En refusant de reconnaître le droit à un Etat pour le peuple palestinien et en accentuant la colonisation de territoires illégalement occupés, en construisant un mur au delà de la ligne verte reconnue internationalement, avec pour effet d'annexer de nouveaux territoires appartenant à la Palestine, en maintenant les entraves qui limitent gravement le droit de circulation des Palestiniens, en refusant de reconnaître le droit au retour des réfugiés palestiniens, en discriminant gravement les droits démocratiques des citoyens palestiniens d'Israël, en interdisant tout développement économique, en se rendant coupable à Gaza de crimes de guerre contre toute une population civile, déjà assiégée, appauvrie, et affamée depuis des mois par un blocus illégal, Israël s'enfoncé toujours plus avant dans le déni de

tout droit au peuple palestinien, en toute impunité.

**C'est pourquoi le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, comme de nombreuses organisations à travers le monde, soutient la demande de la société civile et politique palestinienne pour que des sanctions soient appliquées à Israël, dans le cadre de l'initiative non-violente Boycott, Désinvestissement, Sanctions jusqu'à ce qu'il respecte le droit international et les principes universels des droits de l'Homme.**

Le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens s'engage à intensifier ses efforts pour relayer l'initiative prise par la société civile palestinienne et lui donner une traduction concrète dans ses actions. Le Collectif National appelle toutes les organisations engagées pour le respect du Droit international et la paix à re-

joindre et à relayer ses revendications, tant que le droit international est bafoué :

- Boycott des produits israéliens car ils ne respectent pas les normes de traçabilité permettant de distinguer les produits en provenance des colonies illégales d'Israël dans les territoires palestiniens occupés
- Désinvestissements des entreprises étrangères tirant profit de l'occupation et de la colonisation
- Sanctions contre Israël, et en particulier suspension des accords d'association UE / Israël tant que les droits de l'Homme sont bafoués, arrêt de la coopération militaire France / Israël, embargo sur les ventes d'armes à Israël

Le Collectif National appelle toutes les organisations à mener des campagnes de mobilisation pédagogiques conservant un caractère citoyen et non violent.

## Lettre ouverte au CRIF

**Suite à une lettre au nom du CRIF Grenoble Isère qui lui a été adressée par sa présidente Mme ElKaïm-Sebban, Gilles Kuntz, élu de la Ville de Grenoble, lui a répondu, le 23 novembre dernier, en particulier au sujet des relations qu'entretient cette commune avec celle de Rehovot en Israël, qui lui est jumelée.**

Madame la Présidente,

Tout d'abord je tiens à vous remercier pour votre courrier du 12 novembre dernier. Je suis persuadé que seul le dialogue ici et là-bas en Israël-Palestine peut faire avancer la paix que nous souhaitons tous dans cette région qui nous est chère pour des raisons historiques, culturelles ou religieuses.

Merci d'avoir fait la première cette démarche d'entamer cette discussion entre des Grenoblois qui ont des appréciations différentes de la situation politique et sociale dans cette région du monde. Je suis d'ailleurs pour ma part tout à fait disposé à vous rencontrer seule ou avec le bureau de votre association pour continuer cet échange de vive voix.

Dans votre courrier, vous réagissez à mes écrits disponibles sur mon site web personnel. Votre lettre

ayant été adressée en copie au Maire et à plusieurs éluEs, permettez-moi de porter à leur connaissance mes écrits de cet été dont les mots ont été pesés et auxquels je ne retire rien. Je vous invite d'ailleurs à les relire attentivement. Concernant l'action de boycott, je ne recommande pas comme vous l'écrivez « *le boycott de tout ce qui a trait à Israël, échange de savoir, relation universitaire, relations culturelles, échanges sportifs, biens culturels, biens de consommation* », mais de « *ne plus acheter de produits israéliens, car ils peuvent provenir de colonies illégales d'Israël, dans les territoires palestiniens occupés, mais n'affichent jamais leur origine réelle* ». Je pourrais vous apporter maints exemples de produits fabriqués dans les colonies illégales construites en territoire palestinien portant le label « *Made*

*in Israël* ». Comment alors faire la différence avec des produits fabriqués en Israël dans ses frontières reconnues internationalement ? Cette demande d'indiquer l'origine réelle des produits par une mention comme « *Made in Judée-Samarie* » ou une autre est relayée d'ailleurs par un arrêt récent du procureur général de la Cour européenne de justice à Bruxelles qui demande que ces produits ne bénéficient plus des exemptions douanières accordées à Israël pour entrer dans l'Union Européenne...

Vous prenez aussi exemple des campagnes anti-françaises aux USA ou en Chine pour leur assimiler les actions appelant au boycott des produits israéliens en Europe et ailleurs dans le monde. Comme vous le relevez justement il s'agissait de « *manifestations (..) orchestrées par les instances poli-*

*tiques manipulatrices* ». Le moins que l'on puisse dire au sujet de la campagne en cours ici est que les autorités politiques françaises ne l'orchestrent pas ! Une comparaison pourrait plutôt être faite avec toutes les précautions d'usage avec la campagne « *anti-apartheid* » lancée en 1976 contre la politique de ségrégation raciale en Afrique du Sud qui demandait de ne plus acheter des oranges *Outspan*. Il s'agissait aussi d'une campagne citoyenne relayée par les nombreuses condamnations des instances internationales comme aujourd'hui celles prises à l'encontre de la politique d'Israël. Les historiens s'accordent aujourd'hui à reconnaître que l'isolement international de l'Afrique du Sud a eu sa part dans la chute du régime dans ce pays. Mais arrêtons-là ces comparaisons que d'autres mieux placés que nous pourraient approfondir comme l'évêque Desmond Tutu qui s'est rendu fin août à Bil'in en soutien aux villageois spoliés par la barrière de séparation.

L'essentiel de votre lettre revient sur ma demande de suspendre le jumelage entre notre ville et celle de Rehovot au sud de Tel Aviv mis en place en 1984 par l'ancien maire Alain Carignon. Vous assurez que ces jumelages « *donnent lieu à des échanges sociaux, économiques, médicaux,*

*culturels, sportifs ou scientifiques* ». Si un tel élan citoyen existait entre nos deux villes, ne pensez-vous pas que le 25<sup>e</sup> anniversaire cette année de ce jumelage aurait été fêté ou au moins évoqué ? En réalité trop peu de jumelages de la ville de Grenoble remplissent aujourd'hui ce rôle de pont entre deux peuples. Le jumelage de Grenoble avec Rehovot est d'ailleurs présenté sur le site de la ville comme favorisant des « *échanges d'expériences entre les chercheurs des deux villes* ». Les universités et les centres de recherche auraient-ils besoin de la Ville pour travailler ensemble ? Vous le savez bien le jumelage de Grenoble avec Rehovot est d'abord d'ordre politique et c'est bien sur ce registre que je suis intervenu auprès du Maire pour demander sa suspension. J'ai fondé ma demande dans ma lettre et mon blog sur deux arguments : la démission forcée de l'ancien maire de Rehovot Shuki Forer condamné le 11 février dernier pour corruption (information publiée dans le journal *Haaretz* reprise ce 19 novembre dans *The Jerusalem Post*) et la lettre adressée au Premier Ministre israélien par l'ancien et le nouveau maire indiquant « *leur inquiétude face à l'éventualité de la création d'un État Palestinien* ». Membre d'un parti ultra religieux, le nouveau

maire, M. Rahamim Maloul, est à ma connaissance le seul maire d'une ville qui n'a pas été la cible de tirs de roquettes depuis Gaza à prendre cette position. Les signataires ajoutent : « *nous refusons que la vie de nos administrés soit rendue impossible au quotidien par le fait de la création d'un tel État* ». Cette lettre a d'ailleurs été cosignée par la majorité du conseil municipal de Rehovot. Je concluais ma demande au Maire par la question « *Que comptez-vous entreprendre pour indiquer avec fermeté au Maire de Rehovot et à sa municipalité notre opposition à cette négation des droits du peuple palestinien à fonder un État viable ?* ». Le maire ne m'a pas répondu depuis le 13 juin dernier, mais a adressé une lettre à une collègue élue indiquant « *qu'il ne fallait pas croire tout ce qui circule sur internet* ». Je vous laisse juge, Madame, de la profondeur d'analyse de tels propos... Sûr d'avoir fait preuve comme vous le souhaitez « *d'éthique et de raison* » et en espérant sincèrement prolonger ce débat, veuillez agréer, Madame la Présidente, l'assurance de mes salutations distinguées,

Gilles Kuntz  
Conseiller Municipal de Grenoble

## Algérie : comment dépasser cette désespérance sociale et politique ?

Mon quatrième voyage en Algérie, sans compter mes dix-huit mois comme coopérant – prof de philo à Constantine- en 1962-63, tout au début de l'indépendance. Toujours le même accueil si chaleureux, d'autant plus que tous les Algériens que j'ai rencontrés vivent nos visites comme une bouffée d'oxygène dans leur univers et leur territoire isolés, coupés du monde : je n'ai aperçu à Constantine, Tizi Ouzou et Alger aucun étranger, même si des hommes d'affaires et quelques touristes fréquentent quelques coins très touristiques et des hôtels haut de gamme. J'ai pu converser avec des lycéens, des militants associatifs, syndicaux, politiques, des avocats, des journalistes, et surtout avec des citoyens « ordinaires », des familles. Une impression dominante s'est presque tout de suite imposée à moi : celle d'une profonde désespérance sociale et politique, d'un pays comme paralysé, replié sur lui-même, sans autre projet pour la majorité que de vivre voire survivre. Une absence de vie sociale, culturelle, associative, syndicale, politique... même s'il faut nuancer : les révoltes, les barrages de routes, les émeutes, les grèves sont relativement fréquents, bien plus qu'au Maroc ou en Tunisie. Alors deux questions m'ont taraudé tout au long de mon voyage : d'une part, comment expliquer que dans un pays aussi riche (rente pétrolière..) la majorité de la population vive si difficilement ; d'autre part, pourquoi ce peuple rebelle ne trouve t-il pas les moyens d'ébranler à défaut de le renverser ce

**régime militaro-politique corrompu et qui étouffe toute opposition ? Comment expliquer qu'Abdelaziz Bouteflika ait été réélu triomphalement à la Présidence en avril dernier, avec 90,24% des suffrages, alors que tous les citoyens que j'ai rencontrés dénoncent la cherté de la vie, le montant des loyers, la corruption de l'Etat, le chômage et le désarroi des jeunes ?**



### **Un SMIG à 12 000 dinars par mois : comment vivre ?**

A la fin de mon séjour, j'ai interviewé longuement un père de famille de trente cinq ans qui a un emploi stable dans le secteur de la sécurité industrielle. Il gagne 16 000 DA (dinars, 1 euro = 115 dinars), un peu plus que le salaire minimum qui est fixé à 12 000 DA (98 euros). Il finit par m'avouer que tous les 20 du mois il ne lui reste plus rien après avoir pourtant restreint au maximum ses dépenses, et qu'il est obligé de demander 7 à 8 000 DA à son père retraité pour finir le mois. Un exemple parmi tant d'autres. Selon *El Watan* (26.10.09), journal francophone, le SMIG algérien reste le plus bas du Maghreb (130 euros en Tunisie et 178,45 euros au Maroc), alors que le PNB national algérien est le plus élevé...Toujours selon ce journal, qui se base sur une enquête effectuée récemment sur l'ensemble du Maghreb, le salaire minimum couvre uniquement 26% des besoins minimum d'une famille de 4 personnes. Ainsi, un père de famille a besoin de 14 200 DA pour l'alimentation, 8 000 DA au minimum pour le loyer et l'énergie, 7 500 pour des frais divers et 8 600 pour la prise en charge de 2 à 3 enfants.

Il y a bien des allocations familiales, mais qui sont dérisoires (environ 900 DA par enfant). Au moment de mon séjour, les syndicats autonomes de la Fonction publique demandaient instamment que le SMIG soit porté à un minimum de 30 000 DA, voire 38 000... On est très loin du compte...Et encore faut-il préciser que beaucoup d'Algériens sont au chômage (officiellement 12%, sans doute beaucoup plus, surtout parmi les jeunes). De larges pans de la société ne survivent que grâce à la vitalité du secteur informel\* (de 22 à 27% du PIB), tandis que certains s'enrichissent sans limite en échappant au fisc et à la réglementation, libéralisation et privatisation obligent ! Une dernière image : chaque soir, vers 19H, au moins une centaine de personnes commencent à s'installer avec un carton pour passer la nuit tout près de la grande poste d'Alger...

### **Une incroyable corruption persistante**

Lors de mes conversations avec un responsable de la LADDH (Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme), deux journalistes d'*El Watan*, une présidente d'association, se dégage un leitmotiv : l'un des plus grands

*maux algériens et qui explique en partie l'inégalité incroyable entre une minorité opulente et les trois quarts de la population, c'est la corruption généralisée qui règne y compris dans les plus hautes sphères de l'Etat, l'appropriation et le détournement à des fins personnelles (placement dans des banques étrangères..) de la rente pétrolière. Selon Transparency International, organisme mondial chargé d'estimer le degré de corruption dans tel ou tel pays, l'Algérie figure au 92° rang du monde à partir du moins corrompu. Une corruption qui est intimement liée, selon Transparency International, aux budgets faramineux dégagés par les pouvoirs publics sous couvert de relance économique et dont une bonne partie est détournée par des responsables politiques et surtout par de puissants réseaux mafieux qui parviennent à corrompre des institutions de l'Etat et même les organes de contrôle et de répression. Quelques exemples parmi tant d'autres : les préjudices occasionnés par*

les transactions corrompues opérées par les banques publiques au cours de la seule année 2005 ont atteint, selon un rapport de la police judiciaire, 231 milliards de dinars, soit 2,5 milliards d'euros. Ou encore 21 milliards de dinars, représentant les salaires de 3600 employés, ont été détournés à la BNA (Banque nationale d'Algérie). Par ailleurs, l'aisance financière que traverse le pays avec des

réserves de change de près de 150 milliards de dollars suscite pour le moins des interrogations quant à la gestion des finances publiques et à l'absence de contrôle de la part du Parlement dépourvu de tout droit de regard sur les dépenses publiques ! On a recensé 64 « fonds spéciaux » échappant à tout contrôle... Tous les Algériens que j'ai rencontrés ont souligné et dénoncé ce scandale absolu et

impuni, ce « mal » qui ronge l'Etat et la société, aggravé par l'inaction de la justice qui semble impuissante pour se saisir de ces multiples cas de détournement et de corruption. Une justice qui semble bien aux ordres d'un pouvoir qui ne tient pas à l'élucidation de ce fléau et de ce scandale... dont il est à la source.



### Une jeunesse en plein désarroi... Ces « Harraghass » qui veulent partir par tous les moyens...

J'ai rencontré de nombreux jeunes, aussi bien à Constantine qu'à Tizi Ouzou ou encore à Alger. Un jeune responsable associatif a bien résumé leur état d'esprit : « Nous n'avons plus d'espoir dans ce système trop souvent corrompu, qui ne nous écoute pas, dirigé par une minorité hyper privilégiée qui s'approprie l'argent du pétrole et les postes de responsabilité. Trop peu d'emplois nous sont proposés, sinon des petits boulots très mal payés. Nous n'avons pas de terrain de sport, de piscine, il n'y a plus de salles de cinéma. Il n'est pas étonnant, même si je ne suis pas d'accord avec eux, que tant de jeunes, qu'on appelle les Harraghass, tentent de fuir à l'é-

\* Travail non déclaré mais non clandestin  
tranger au péril de leur vie ». Dans *El Watan* du 4 novembre j'apprends que le chômage des jeunes dépasse les 25%. Un taux officiel sans doute en deça de la réalité. La plupart des jeunes que j'ai rencontrés vivent dans leur famille, dénichent de temps en temps un petit boulot très mal payé, se livrent au *trabendo* (vente à la sauvette...), et ressentent, tous me l'ont dit, un grand vide dans cette société qui ne leur offre que la précarité et la répression quand ils se révoltent. Un exemple parmi tant d'autres du désarroi de la jeunesse algérienne : cinq jeunes lycéens de l'Est algérien ont osé retirer, l'espace d'un instant, le drapeau national algérien de leur lycée et ont dessiné, à l'aide de feutres, les couleurs du drapeau français, avec cette inscription « vive la France ». Un comportement qui m'a

fait penser à ces jeunes Français d'origine maghrébine qui sifflent la Marseillaise et crient « vive l'Algérie »... Toujours est-il que la seule réaction des autorités algériennes a été de les condamner à 1 an de prison ferme et chacun d'entre eux à 500 000 DA, ce qui est énorme. Sans essayer de comprendre un instant ce geste qui peut paraître effectivement étrange voire insensé...

Toujours est-il qu'un nombre croissant de jeunes Algériens, même s'ils sont minoritaires, ne rêvent que d'une chose : fuir leur pays. Ils ont le sentiment d'être prisonniers d'une société qui ne leur propose que le désœuvrement, l'absence de repères. Le journal *Liberté* a effectué un sondage qui révèle que « 81% des personnes interrogées affirment qu'il y a dans leur entourage des jeunes prêts à faire le grand saut et disposés à payer très cher pour cela ». Parmi les desti-

nations de prédilection, l'Espagne arrive en tête, avec 40,4%, suivie de l'Italie (17,3%), du Royaume Uni (11,6%) et de la France (seulement 10,5% : la politique des Sarkozy, Hortefeux et Besson est passée par là...).. un jour parmi d'autres : le 29 octobre, une quinzaine de jeunes ont pris le large dans la matinée sur un petit bateau de pêche, à partir du port de Dellys, en Kabylie, à destination de Majorque (Espagne). On estime à cinq mille environ le nombre de « harraghas » (littéralement « brûleurs de frontières »), dont au moins la moitié périssent en mer...Un journaliste algérien du « *Courrier international* » concluait ainsi son article en décembre 2008 : « *Les mesures répressives ne pourront juguler ce phénomène – elles ne feront que l'exacerber – si, à la base, il n'y a pas une volonté sincère de le comprendre dans le sens d'un bien-être social pour ces jeunes qui n'ont rien ici, seulement le mirage d'ailleurs* ».

### **Cadre de vie, santé, culture : un déficit inquiétant**

27 octobre- 12H : j'arrive à Tizi Ouzou, en provenance de Constantine. Je suis attendu par Ziad Lefgoun, président de l'association *Tussna* ( mot berbère signifiant « connaissance ») qui a pour objectif de faire mieux reconnaître la culture berbère et d'éveiller les jeunes à la lecture (d'œuvres en tamazight, langue berbère, en français et en arabe). Je vois tout de suite qu'il n'est pas bien, comme accablé...Il me confie très vite qu'avec ses amis il se heurte en permanence à un pouvoir et des autorités qui font tout pour leur mettre « des bâtons dans les roues », pour interdire telle manifestation ou pour interrompre brutalement une conférence, via des membres de la Sécurité, sous le prétexte que des propos critiques auraient été proférés... Je me rends dans sa cité, dans la nouvelle ville de Tizi Ouzou. Il me montre les abords sales et dangereux des immeubles : terrains vagues, ordures, trous non comblés, escaliers péril-

leux... Le lendemain matin, il me fera visiter sa cité : décor repoussant, poubelles littéralement couchées sur le trottoir, environnement pollué, une réalité dénoncée quasiment chaque jour par la presse. Et de préciser que les sociétés de construction se contentent... de construire les immeubles, mais que très souvent rien, ou presque, n'est prévu pour l'environnement immédiat. Par ailleurs, il manque à l'évidence, m'a fait remarquer un architecte, un schéma directeur de gestion des déchets, ainsi que des centres d'enfouissement techniques, des filières de tri et de valorisation des déchets d'emballage, ou encore des polices de l'environnement et de l'urbanisme. On construit effectivement beaucoup en Algérie : des immeubles, des ponts, des autoroutes. Mais l'Etat ne remplit nullement ses obligations en terme de maintenance et de finition. De même les coupures d'eau sont quasiment quotidiennes dans nombre de cités. La cause ? La conception et la pose gravement déficientes des conduites d'eau : on estime que sur dix litres coulant dans les tuyaux à peine la moitié parvient jusqu'aux usagers. Les fuites sont innombrables, inondant chaussées et caves. Une situation générée par une libéralisation sauvage qui a confié à des entreprises privées et des sous-traitants l'acheminement de l'eau qui aurait dû rester du domaine public.

Il est évident que cet environnement défectueux a des conséquences au niveau sanitaire : des cas de typhoïde, de diphtérie, voire de méningite sont signalés dans divers endroits, même si cela reste heureusement marginal. Nombre de mes interlocuteurs se sont plaint de l'état des hôpitaux publics, souvent démunis de matériel médical et paramédical. Il n'est pas rare par ailleurs que les malades doivent apporter avec eux draps et couvertures, voire leurs médicaments. A signaler par ailleurs, ce que dénonçaient plusieurs articles durant mon séjour, les ruptures fréquentes de stocks de médicaments. « *Nous assistons depuis quelques mois à la disparition totale de certaines molé-*

*cules du marché national, des produits essentiels comme les antihypertenseurs* », se plaignait un pharmacien d'Oran...

Un mot sur la vie culturelle. Faut-il rappeler que dans les années 62-70 on recensait environ 400 salles de cinéma en Algérie. Aujourd'hui on n'en compte guère qu'une quarantaine, et encore nombre de directeurs de salle ne projettent que des DVD. Le théâtre est moribond, même si le théâtre de Constantine a enfin rouvert. Quand on consulte les agendas culturels des journaux, cette pénurie culturelle saute aux yeux. J'ai cependant découvert dans un restaurant de Constantine, près d'une gare routière, un groupe de musique arabo-andalouse constitué d'anciens Constantinois qui veulent absolument faire vivre ce patrimoine musical. Par ailleurs, j'ai découvert à la Maison de la Culture Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou une programmation très diversifiée en terme d'animation et d'action culturelle, y compris en direction des enfants.

Je me suis rendu au salon du Livre d'Alger qui a lieu chaque année en octobre. D'une part, ce Salon a été précédé par une saisie qui a fait grand bruit en Algérie, celle du livre *Poutakhine* de Medhi El Djezaïri, livre un évoque la vie d'un « harragha »...Descente de police et saisie de tous les exemplaires dans toutes les librairies. Bien sûr ce livre n'était pas présent au Salon du livre, ainsi que bien d'autres ouvrages et auteurs...Un Salon que j'ai visité avec un ami algérien qui a déploré, avec moi, que deux stands sur trois ne proposaient que de la littérature religieuse. A noter que tout au long du Salon des salles de prière étaient dressées, ce qu'a également déploré mon ami. Un exemple parmi tant d'autres de la très forte pression religieuse, faut-il dire islamiste, qui règne dans l'ensemble du pays. Non seulement, vers 4H30 du matin, nous ne pouvions échapper à l'appel à la prière très bruyant des muezzins, mais le vendredi, de 13H à 14H, heure sacrée de la prière, on doit subir une heure durant le prêche de l'Imam

qui est répercuté avec une force incroyable à tout endroit des villes...

J'allais oublier que quelques journaux ont proposé à leurs lecteurs une rétrospective de l'œuvre de Kateb Yacine, l'un des plus grands écrivains algériens (surtout auteur de nombreuses pièces de théâtre), mort il y a vingt ans à Grenoble. Mais un écrivain bien peu reconnu en Algérie : quasiment absent du Salon du livre et des librairies en général. C'est Kateb Yacine qui avait avancé que « *la langue française est un butin de guerre* » hérité de l'histoire et qu'il faut la garder, et qui avait affirmé que l'Algérie doit absolument assumer positivement sa dimension culturelle plurielle : arabe certes, mais aussi berbère et française. Un choix qui n'a pas été réellement assumé jusqu'ici...

### **Et le terrorisme : éradiqué ? La démocratie : seul rempart contre les bombes**

Le 22 octobre, veille de mon arrivée, huit gendarmes ont été tués par des « terroristes ». Durant mon séjour, j'ai recensé, en lisant chaque jour les journaux, une dizaine d'embuscades ou d'affrontements. Selon un avocat algérois, on dénombre en moyenne chaque mois entre 25 et 30 tués, qu'il s'agisse de membres des forces de sécurité ou de « terroristes ». Un « terrorisme résiduel », pour reprendre l'expression officielle, mais qui traduit malgré tout un état d'insécurité permanent, même si on peut circuler en ville sans problème. Faut-il rappeler que l'Etat de siège est toujours en vigueur dans tout le pays. Et les très nombreux barrages de police, un tous les 70 km sur les routes et autoroutes, sont là pour nous le rappeler. Même si le pouvoir prétend sans cesse que le terrorisme serait en régression constante, il se trouverait même en « phase terminale ». Une décennie déjà que le terrorisme a été déclaré résiduel, à l'agonie, alors que les attentats redoublent au contraire depuis cinq ans... Le pro-

blème posé par le terrorisme d'Al Qaida Maghreb ne réside pas dans sa capacité, totalement inexistante semble-t-il, à renverser le régime, mais dans les coups sanglants qu'il porte, dans certaines régions (actuellement surtout dans l'Est, notamment en Kabylie), tant aux militaires qu'aux civils. Sa capacité de nuisance est bien réelle.

Maints interlocuteurs, notamment le représentant de la Ligue des Droits de l'Homme, ainsi qu'un journaliste d'*El Watan*, ont fortement souligné que cette « guerre », car c'en est bien une, ne pourra se gagner que sur le plan social et politique. C'est-à-dire que d'une part le peuple algérien doit lutter contre la pauvreté, les faibles salaires, la corruption, l'insoutenable... Ce qu'il fait en partie : actuellement, les enseignants et les lycéens sont en grève pour dénoncer les conditions de travail et les salaires très insuffisants, quasiment chaque jour des citoyens barrent des routes ou saccagent le siège de leurs mairies pour dénoncer leurs conditions de vie, pour exiger davantage de logements sociaux... Mais il manque hélas ! une traduction politique de ces révoltes nombreuses mais juxtaposées, éparpillées. La gauche algérienne est principalement constituée de différents partis allant du social-libéral RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), au trotskiste Parti socialiste des travailleurs en passant par le FFS (Front des forces socialistes), le Parti des Travailleurs, et le PLD (Parti pour la laïcité et la démocratie). Elle n'arrive toujours pas à apparaître comme une alternative crédible de changement, et est comme tétanisée par la capacité inouïe de récupération du pouvoir algérien.

Et pourtant, la lutte contre le terrorisme, comme la lutte contre l'exclusion, la corruption, les incroyables inégalités socio-économiques ne pourront se gagner que sur le terrain politique. Le seul projet véritablement alternatif doit être un projet démocratique, fondé d'une part sur une participation active du

peuple algérien à tous les niveaux, totalement dépossédé actuellement de toute initiative, et d'autre part laïc, permettant d'en finir avec la manipulation du champ religieux. La pauvreté, la détresse et le marasme social ainsi que l'injustice mènent à la révolte. Mais, dans l'absence de réponse démocratique et sociale crédible, cette révolte peut emprunter le chemin dévoyé de l'islamisme et du terrorisme. L'amélioration des conditions d'existence et de travail des Algériens – des jeunes en particulier – ne pourra donc que contribuer à tarir l'une des sources poussant des adolescents à monter au maquis ou à participer à des réseaux de soutien aux groupes terroristes. D'où la lourde responsabilité de la gauche algérienne qui se doit de dépasser ses divisions et d'élaborer un projet alternatif capable d'analyser les causes réelles du « mal » algérien et de proposer une toute autre société, débarrassée de la corruption, du détournement de la richesse par une minorité, de la manipulation de la religion, qui soit véritablement sociale, laïque, démocratique, participative. L'espoir est-il encore possible ?

*Jo Briant*

*NB : On peut certes saluer la qualification de l'équipe nationale algérienne de football pour la prochaine Coupe du Monde (en Afrique du Sud, en juin 2010), qualification attendue par tout un peuple, j'ai pu le vérifier. Mais on peut craindre une récupération par le pouvoir algérien, déjà largement entreprise, qui a peut être gagné la paix sociale pour les 10 prochains mois...*

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

*Algérie : quand politique et culture s'accompagnent dans un même sommeil ! - N°117 – Février 2008*

*Tunisie : derrière le soleil et la douceur... l'acharnement - N° 111 – Décembre 2006*

# Calendrier

Quand		Quoi	Où
<i>Mercredi 2 décembre 19h30</i>		Film-débat sur « <b>environnement et Droits de l'homme</b> » avec Françoise Reynaud (CIIP) et Francis Perrin (Amnesty international)	EVE Campus
<i>Jeudi 3 décembre 20h</i>		Film-débat sur « <b>L'affaire Clearsteam</b> racontée à un ouvrier de chez Daewo », organisé par Survie et le CIIP	Antigone, 22 rue des Violettes Grenoble
<i>Vendredi 4 décembre</i>	<i>18h</i>	Soirée-débat sur <b>l'Urgence Climatique et la Justice Sociale</b> , organisée par le collectif du même nom dont font partie les Alternatifs	Maison des Associations Grenoble Grenoble
	<i>20h45</i>		
<i>Jeudi 10 décembre 18h30</i>		Conférence-débat sur « <b>les Tsiganes en France</b> , un sort à part 1839-1946 » avec Emmanuel Filhol, organisée par la Maison des Droits de l'Homme	Palais du Parlement, place St-André Grenoble
<i>Jeudi 10 décembre 19h30</i>		Film-débat sur « les <b>paysans marocains face à l'agro-business</b> international », organisé par Maroc solidarité citoyenne	Centre social Vieux Temple
<i>11-12-13 décembre</i>		Votation citoyenne pour ou contre « <b>le droit de vote des résidents étrangers</b> non-communautaires aux élections locales », organisé par un collectif d'organisations dont les Alternatifs	Grenoble
<i>Samedi 12 décembre 16h</i>		Manifestation pour <b>l'Urgence Climatique et la Justice Sociale</b> , organisée par le collectif du même nom dont font partie les Alternatifs	Place Félix Poulat Grenoble
<i>Vendredi 18 décembre 20h30</i>		Film-débat « l'histoire tragique méconnue des <b>Indiens</b> du bout du monde », organisé par Maison Latina	Maison des Associations Grenoble

**Gauche Alternative mensuel des Alternatifs-Isère**  
 ISSN 0998-84 67  
 n° de CPPAP : 0512 P 10 865  
 42 rue Saint-Laurent  
 38 000 Grenoble.  
 Tel. 04 76 24 13 31  
*Directeur de publication :*  
 Jean-François Le Dizès  
 Tirage : 350 exemplaires  
 Impression : Euro-Prim 47  
 avenue Alsace Lorraine  
 38 000 Grenoble  
 Courriel : 38@alternatifs.org.  
 Site : www.alternatifs.org/38/

**Bulletin d'abonnement**

Nom :  
 Prénom :  
 Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 10 numéros : 10 euros  
 Pour les économiquement faibles (chômeurs, prestataires de revenus minimum, étudiants, lycéens) : 3 euros (fournir une attestation)  
 Abonnement de soutien à partir de 20 euros  
 Chèques à l'ordre de : les Alternatifs-Isère

**Bulletin d'adhésion**

Nom :  
 Prénom :  
 Adresse :

Tel.  
 Courriel:

Ont participé à ce numéro : Jo Briant, Chritine Chalaye-Ossowski, Fabien Givernaud, Gilles Kuntz, Jean-François Le Dizès, Émilie Oddos, Brigitte Pinède, Madeleine Raby et Ahmed Zitouni .